

**Entretien D. Kambouchner – P. Meirieu – B. Stiegler**  
**Partie 2 : L'école dans la « société de la connaissance »**

*On entend beaucoup parler d' "économie de la connaissance". Devenir la première d'entre elles, tel est le but explicite de l'Union Européenne depuis la fameuse « stratégie de Lisbonne ». Il s'agirait de bâtir avant tout une économie fondée sur la « valeur ajoutée » de « l'intelligence », seule organisation à même de préserver notre « modèle social » face à la concurrence mondialisée. D'où un discours enthousiaste nous promettant un Eldorado numérique.*

*Or il nous semble à Skhole.fr que les mutations en cours sont en réalité profondément ambivalentes et encore largement indéterminées. Economie de la connaissance ne rime pas nécessairement avec développement de la culture, mais aussi bien, et peut-être d'abord, pour le moment, avec prolétarisation des esprits.*

*Ainsi nos trois interlocuteurs en appellent à un usage éclairé des nouvelles technologies de l'information et du numérique, ce qui implique nécessairement une formation exigeante, c'est-à-dire méthodique et encadrée. Cette formation ne peut à leurs yeux se cantonner à un usage purement instrumental de ces outils, et doit donc s'inscrire dans un projet global de formation de l'individu au savoir, dont elle ne peut être dissociée. C'est à cette condition qu'il sera possible de faire des nouvelles technologies de l'information et du numérique des instruments du développement de la culture, et non pas d'abord d'adaptation passive à des exigences économiques.*

*<http://skhole.fr>*

**B - 01 - Bernard Stiegler**

D'abord il faut resituer cela dans un contexte économique-politique. Ce qu'on appelle "la société de la connaissance", ou "l'économie créative", ça relève d'une nouvelle division internationale du travail, d'une transformation de la division industrielle du travail, où l'Occident cherche à conserver une relative maîtrise du devenir industriel, et avec tout ce discours qui est "laissons les unités de production à investissement lourd, avec les grévistes et tout ça, partir dans les pays émergents, gardons le contrôle de la construction des concepts et des stratégies internationales, et essayons de garder le contrôle des marchés financiers", puisqu'au bout du compte c'est ça. La réalité de tout cela, et là où ce n'est pas du vent cette économie dite "de la connaissance", c'est que c'est une économie en fait de l'*exploitation* de la connaissance, et à mon avis sa destruction. Cela c'est une réalité. Après il y a tout le discours idéologique, ou l'on retrouve Google, d'ailleurs, et des

gens plutôt sympathiques comme Al Gore, qui tient un discours depuis très longtemps là dessus, et parfois qui n'est pas seulement idéologique : il a tenu une politique que je trouve admirable, aux Etats-Unis. Il y a des aspects totalement idéologiques, comme par exemple l'Union Européenne avec la langue de bois des eurocrates qui ont besoin de produire la légitimité, donc des discours d'adhésion racontant un Eldorado numérique qui permet à tout le monde de connaître tout, etc. : ça c'est l'utopie très très très bas de gamme. Mais en même temps qui s'articule parfois à quelque chose de beaucoup plus conséquent : lorsqu'Al Gore en 1992 en tant que sénateur a fait son rapport sur le développement des réseaux numériques à haut débit etc., il a élaboré la politique industrielle des Etats-Unis qui a eu un impact colossal et qui a permis aux Etats-Unis de reprendre le leadership mondial. Donc il faut à la fois être très très distant et vigilant sur ces discours, mais en même temps il ne faut pas croire que ce n'est rien. Ce n'est pas *du tout* rien. Par ailleurs ce qui fait que j'ai quand même tendance à regarder ça, à traiter ça avec une certaine ironie, que j'essaie de faire philosophique un peu, c'est que pour moi c'est une symptomatologie de la dénégation : on parle d'autant plus d'une société de la connaissance qu'on est dans une société de désapprentissage. Ce qu'on appelait ce matin la prolétarisation, c'est une forme de désapprentissage. Mais ce n'est pas seulement le désapprentissage induit par les machines, là pour le coup. C'est que l'induction, par les machines, de la prolétarisation, a des effets secondaires qui font que, vous avez peut être déjà vu ça dans les maternités, où l'on voit des affiches qui disent aux mères que "lorsque votre enfant pleure il ne faut pas le secouer et encore moins le taper" ; pour des bébés, des bébés de 8 jours, puisque c'est la maternité. C'est à dire qu'il y a eu un désapprentissage comportemental. D'ailleurs ce matin, j'avais envie de dire lorsque vous décriviez la politique menée actuellement, que c'est une politique comportementaliste, typiquement. Mais ce comportementalisme est d'autant plus promu que les comportements ne sont plus autonomes et du coup il n'y a plus de savoir comportemental de base. Et donc les fondements mêmes de la transmission sont atteints. Quand Winnicott parle de la mère qui s'occupe de son enfant il décrit quasiment ça comme quelque chose d'instinctif, il ne le dit pas évidemment comme ça, mais tel qu'il le présente il serait inimaginable qu'une mère ne se comporte pas comme ça, grosso modo. Mais aujourd'hui, j'en ai discuté avec des travailleurs sociaux : des mères qui se comportent comme ça « spontanément » on commence à les chercher ! Donc on est dans un désapprentissage énorme, qui va de là jusqu'aux types qui confient leur pognon à Madov alors qu'ils sont des spécialistes de la finance, soit disant ; on se dit, mais des spécialistes de la finance comme ça c'est quand même extrêmement inquiétant ! Donc c'est un énorme processus de désapprentissage, ce qui me fait dire que ces discours sur l'économie de la connaissance et le capitalisme cognitif c'est de la dénégation. (Ca me le fait dire, mais je vais ensuite dire le contraire). Le capitalisme cognitif, j'en ai parlé pour répondre à Yann Moulier Boutang, qui est un ami que j'aime beaucoup, mais le capitalisme cognitif c'est de la prolétarisation du système nerveux ; c'est à dire qu'on met les systèmes nerveux des individus au service des machines cognitives, alors que les prolétaires, avant, c'était leurs muscles, qu'on mettait au service des machines. On utilise le système nerveux pour les paramétrages marginaux de la machine ; mais il n'y a plus aucune autonomie de l'agent cognitif en question, c'est devenu un larbin de la machine comme les autres. Et c'est là que je trouve que le discours sur le capitalisme cognitif tel que le décrit Yann Moulier Boutang est quand même très très naïf.

Alors je dis tout ça mais en même temps je vais maintenant me contredire : je vais me contredire parce que je soutiens - là je parle en tant que président d'Ars Industrialis, en tant que membre d'Ars Industrialis -, je soutiens en même temps que justement les réseaux numériques, tout ce qu'on appelait ce matin les nouvelles formes d'*hypomnēmata*, de *pharmaka*, ce qu'on appelle les « technologies de l'esprit » à Ars Industrialis, en effet constitue des possibilités nouvelles du côté des savoirs. Il y a des phénomènes extrêmement impressionnants qui se produisent : le logiciel libre c'est un énorme processus, ça a totalement révolutionné l'industrie informatique, qui est quand même la première industrie mondiale - je ne parle pas simplement en termes de chiffre d'affaires, je parle en termes de stratégie : qui n'a plus de place dans l'informatique n'existe plus, en termes d'avenir industriel ; or, c'est maintenant officiel, c'est les indications européennes, dans 2 ou 4 ans le logiciel libre dominera totalement le marché informatique. Le logiciel libre qu'est ce que c'est ? C'est quelque chose qui est né il y a 20 ou 30 ans, dans le monde des informaticiens, qui s'est développé surtout avec les réseaux numériques, avec ce qu'on a appelé les technologies collaboratives, qui sont des technologies de plateformes de construction de savoirs partagés. Et alors là ce sont typiquement des techniciens et des ingénieurs qui se sont révoltés contre leur prolétarianisation. Ce sont des gens qui ont dit "on ne veut plus être des prolétaires qui développons des systèmes sans comprendre comment ils fonctionnent, sans en savoir l'histoire, etc., donc on met toutes les sources en ligne pour que tout le monde puisse y ait accès..." ; c'est magnifique, c'est un grand projet, vraiment, épistémique. Mais ce projet migre dans de nombreux domaines maintenant, et il reconstitue ce que j'appelle avec Simondon des « milieux associés ». J'ai essayé de montrer que la prolétarianisation s'est produite par une dissociation des milieux de travail : qu'est-ce que c'est qu'un prolétaire ? C'est un travailleur qui ne peut pas individuer le système dans lequel il travaille, en le travaillant. Donc il ne s'individue pas, déjà, il ne s'enrichit pas en travaillant, mais par ailleurs il ne peut en aucun cas participer à la transformation de son milieu de travail, de son milieu technique, etc. C'est celui qui est privé d'existence, il est esclavagisé. C'est ce que décrit très bien Simone Weil, quand on lit ses textes. Un milieu dialogique - je prends le mot au sens de Bakhtine comme de Platon : dialectique -, c'est un milieu où au contraire je participe énormément à la constitution de ce milieu lui-même. Je pense que là il se joue des choses. Par rapport à la question de l'école, du système éducatif, c'est absolument crucial. Et je pense que par ailleurs, compte tenu de la crise de 2008, de la crise colossale dans laquelle le capitalisme contemporain est entré, crise d'une extrême gravité - on ne voit presque plus personne le contester -, avec des dimensions écologiques, des dimensions psychologiques, et puis bien entendu d'abord des dimensions financières et industrielles, c'est un enjeu véritablement d'avenir, là on est dans la politique : la question des savoirs et donc de l'école revient au cœur des choses.

Google, maintenant on peut y venir : qui pourrait faire classe sans que ses élèves passent par Google ? Personne. Google, il y a au moins deux choses à dire - il y en aurait beaucoup d'autres : c'est le caractère hégémonique de cette entreprise qui aujourd'hui a supplanté Microsoft, et puis d'autre part c'est le rôle des moteurs de recherche et leur impact - que ce soit Google, Yahoo, etc. Ce sont deux questions différentes. Avec Google il y a un grand débat, à propos de la numérisation des livres, les bibliothèques, etc. Avec Google on a laissé passé un train, là je parle plutôt de la politique industrielle, je disais il n'y a pas très longtemps, il y a à peu près un mois ou deux, qu'aujourd'hui combattre

Google c'est aussi ridicule que combattre le moteur à explosion quand on en est à la machine à vapeur ; Google a inventé un système, qui est un équivalent de l'invention du moteur Lenoir à l'époque de la machine à vapeur. Il a déposé un brevet, maintenant il en a le contrôle pour un certain nombre d'années, il faut faire avec. Là il faut mettre de très très gros moyens, et ce sont des questions philosophiques : il faudrait qu'on finance des thèses de philosophie, d'épistémologie, de critique, de science formelle, de science du langage, etc. Il faudrait une politique très très... C'est ce qui se passe aux états-unis.

J.G. : Cette politique, ce n'est pas tout à fait celle que l'OCDE préconise de mettre en œuvre...

B.S. : Ce n'est *pas du tout*... L'OCDE dit "il faut laisser le développement de ces outils, c'est le marché". Or qu'est-ce que ça veut dire "c'est le marché"? Ca veut dire que ce sont des marchés solvables. Qu'est-ce qui est solvable? C'est le « B to B », comme on dit dans ce monde, le *business to business*, c'est à dire le monde des affaires. Ca veut donc dire que les instruments cognitifs sont développés exclusivement pour les agents financiers, pour le business, pour le management, etc., sauf pour des cas particuliers comme par exemple la biostation de la rue d'Ulm, qui a été développée pour le génome parce que là il a un enjeu pour les industries alimentaires, le séquençage du génome, alors là oui ils ont fait un petit effort. Mais c'est très très grave, parce que le développement de ces technologies n'est fait que s'il y a des marchés industriels en vue à court ou moyen terme. Alors qu'en fait on a à faire à une mutation cognitive, pour le coup, effectivement, une mutation épistémique, je ne sais pas comment la qualifier - je l'appelle « organologique » -, où il est absolument fondamental que les pouvoirs publics investissent dans un changement de paradigme. C'est ça qu'avait compris Al Gore en 1992, et c'est d'ailleurs ce qu'il relance dans son discours auprès d'Obama.

## **B - 02 - Philippe Meirieu**

Je veux bien réagir, davantage sur la première partie que sur la seconde, car je partage bien évidemment l'analyse qui est faite. OCDE, PISA, pilotage par les résultats, nous sommes là devant l'émergence d'un nouveau paradigme managérial dans le champ scolaire. J'ai dit tout à l'heure qu'il allait nous obliger progressivement à abandonner un certain nombre de nos finalités, au profit d'une évaluation à très court terme des comportements et des acquisitions strictement comportementales. La question est de savoir si l'on est en mesure de s'opposer à cela. Je crains que la conjoncture internationale ne soit extrêmement puissante, et que la mise en concurrence des Etats entre eux et des institutions en leur propre sein soit une sorte de pente absolument... je ne pense pas irrémédiable, mais en tout cas sur laquelle nous sommes engagés très fortement. C'est dire d'ailleurs que la notion d'« institution » elle-même est menacée. Nous sommes plutôt dans une logique de service dont on n'est pas sûr qu'il soit complètement public...

J.G. : ...Une logique de marché, d'ailleurs, un marché privé de l'éducation se développe largement...

P.M. : ... une logique de marché, au sein de l'éducation évidemment, et au sein du service public lui-même. Le service public lui-même a assumé complètement cela, et aujourd'hui au sein du ministère de l'éducation nationale, on envisage d'avoir des primes en fonction des résultats obtenus par les grands gestionnaires de l'éducation nationale (inspecteurs d'académie, recteurs, etc.) qui sont des primes de qualité de gestion en fonction des résultats qu'ils obtiendront en faisant diminuer les redoublements ici, en augmentant les passages en terminale S là, etc. Et donc on voit bien que cette logique de pilotage par les résultats, y compris de rémunération par les résultats, est une logique qui est en train de s'emparer de notre institution scolaire et de la mettre à mal. Je dirais volontiers (mais je vais être probablement très simplificateur) : c'est parce que l'institution n'a pas su me semble-t-il se construire une alternative au modèle bureaucratique... on va dire "à caractère soviétique". Globalement la gauche a toujours confondu la qualité et le contrôle technocratique ; et la droite a toujours opposé à cela la mise en concurrence. Et nous avons vécu dans l'espace politique français avec une opposition toujours très caricaturale entre une gauche qui dit « plus d'Etat c'est plus de qualité, plus de garanties pour les citoyens », dès lors qu'il y a plus de contrôle, et une droite qui dit « plus de liberté d'initiative et de mise en concurrence c'est plus de qualité ». En réalité c'est beaucoup plus compliqué que ça. D'abord parce que le libéralisme s'accompagne toujours d'un surcroît d'autoritarisme, ne serait-ce que pour contenir les forces centrifuges qui ne manquent jamais d'arriver - dès lors que les grands systèmes religieux et idéologiques sont morts, il faut bien les contenir d'une manière ou d'une autre, on ne libère pas les initiatives sans avoir une forme de contenance sociale et idéologique de ces initiatives au risque de laisser exploser l'ensemble de l'institution sociale ; ensuite parce que le marché n'est possible que si le consommateur, le citoyen réduit à être un consommateur, dispose d'indicateurs d'évaluation. C'est à dire que la production systématique d'indicateurs d'évaluation est aujourd'hui le corollaire du développement de l'économie de marché au sein même de l'ensemble des systèmes éducatifs. Pour dire les choses d'une manière extrêmement caricaturale : dès lors que le citoyen devenu consommateur d'école, et consommateur de toute une série de choses, ne voit plus que la qualité du service est garantie par l'Etat, il est lui-même remis à son jugement, et son jugement il ne peut le porter que si cet Etat, ne garantissant pas la qualité du service, lui garantit la validité des indicateurs quantitatifs qui lui permettent de piloter son comportement. Si je considère l'institution scolaire, on est dans une situation où l'Etat ne dit plus « je garantis la qualité de l'instruction qu'on donne à vos enfants », mais « je garantis la qualité des étiquettes et à partir de là vous jugerez vous-même de là où vous mettrez vos enfants ». Comme si l'Etat disait, dans un supermarché, « je ne garantis pas la qualité des produits, mais moi je vérifie que les étiquettes sont exactes, donc je vous dirai que dans telle école on travaille bien, dans telle école on travaille mal, dans telle école il y a des bons résultats en français, dans telle école il y a de la paix sociale mais il n'y a aucun travail intellectuel, etc., ça je vais vous le dire, je vous produit des indicateurs d'évaluation ». Et la profusion des indicateurs d'évaluation est en réalité le corollaire d'une mise en concurrence systématique, parce que cette mise en concurrence a besoin de ces indicateurs d'évaluation, puisque les citoyens sont transformés en stratèges et que ces stratèges ne peuvent, dans cette société de mise en concurrence systématique, piloter leurs propres comportements au quotidien que s'ils disposent de ces informations. D'où ce paradoxe assez étrange d'une situation de désengagement de l'Etat au sens où il ne garantit plus la

qualité de ce qui se fait au sein d'une institution comme l'école, et d'un engagement de l'Etat à garantir la lisibilité et la clarté des informations sur l'école qui vont permettre au citoyen de se débrouiller. D'où l'inflation de ces évaluations permanentes, qui arrivent d'une manière systématique. Et l'on voit aujourd'hui une multitude d'enseignants qui refusent de les faire passer, pour des raisons extrêmement diverses et complexes mais qui néanmoins expriment cette espèce de ras le bol d'un système qui ne fait plus qu'évaluer en permanence, et qui ne fait qu'évaluer sur des critères quantifiables, donc comparables, et toujours avec en arrière-fond l'idée d'une évaluation « objective », alors qu'elle est toujours étalonnée sur la courbe de Gauss, comme le QI et l'ensemble des tests.

Alors ceci a pour corollaire toute une série de phénomènes : individualisation évidemment - mais pas au sens d'individuation -, médicalisation maximale du système éducatif. C'est le paradigme médical qui compte, un « paradigme médical » selon lequel chaque dysfonctionnement est une maladie, doit être traité à partir de ses symptômes et donc être soigné, en tant que tel à partir d'une remédiation qui est contenue dans le symptôme comme la noix dans sa coquille. D'où identification à profusion des "dys-" (dys-calculie, dys-orthographe, etc.), avec possibilité pour quiconque le voudrait aujourd'hui de créer par exemple une "dys-géographie", qui si elle était étalonnée sur la courbe de Gauss permettrait d'identifier les 30% d'enfants qui à sept ans ne maîtrisent pas les bases de la géographie - et on les identifierait forcément, puisque le principe du test c'est précisément d'identifier le tiers déficitaire -, et d'où la création, comme on a des orthophonistes, d'un corps de ré-éducateurs en géographie qui seraient susceptibles précisément de pallier les inconvénients de ces enfants là. D'où le fait que la classe elle-même est vidée de sa substance et qu'on se contente de repérer des dysfonctionnements individuels et de brancher des tuyauteries. Des tuyauteries qui vont en quelque sorte venir à chaque instant réparer les difficultés individuelles, ou les situations individuelles, que chacun est susceptible de rencontrer. Avec pour effet, le fait qu'effectivement - comme on le disait ce matin - , ça n'a plus vraiment d'intérêt de former des enseignants puisque la classe elle-même est vidée, puisque la classe va devenir un lieu de repérage des « dys- » et de ventilation ensuite des « dys- » vers des « spécialistes ». D'où l'espèce de feuilletage absolument illisible de l'ensemble des dispositifs parascolaires et périscolaires en France. Aujourd'hui - j'ai fait ce travail l'an dernier avec la ville de Grenoble -, un enfant de CM2 et ses parents se voient proposer 17 types de dispositifs d'aide et de soutien à côté de l'école. Dix-sept types! Ce qui est annoncé comme étant un progrès... en disant « mais regardez, il n'y a pas que les riches qui peuvent se payer des cours particuliers, donc c'est bien ! » ; parce qu'il y a l'assistante sociale, le soutien, l'accompagnement individualisé, l'aide aux devoirs, etc., etc. Mais qui est en réalité totalement illisible, en particulier pour les enfants et les parents de milieux populaires, parce qu'on ne sait jamais à quoi correspondent chacune de ces strates, il n'y a aucune typologie où tel dispositif correspond à tel type de difficulté et voilà ce qu'on peut en attendre, etc.... Tout ça fait partie d'une espèce de jungle où chacune des collectivités et chacun des acteurs fait de la surenchère sur le voisin, pour le marquer à la culotte et apparaître celui qui luttera le mieux contre l'échec scolaire. On ne lutte plus contre l'échec scolaire en travaillant sur le pédagogique et en investissant l'école et la classe, mais en développant autour une multitude de domaines. C'est le corollaire de cette espèce d'inflation que je viens d'indiquer en termes d'évaluation quantitative.

On a d'autres corollaires évidemment, on a le malaise profond dans le corps enseignant, qui évidemment se voit astreint à ne plus consacrer l'essentiel de son énergie qu'aux évaluations qu'il va leur faire passer. Et donc avec des entraînements qui relèvent dans certains cas du mimétisme systématique et obligatoire, et ainsi de suite.

Maintenant je vais aller très vite - donc le pilotage par les résultats, vous voyez ce que cela signifie dans ce cadre là, surtout avec la notion de résultat - juste un mot pour dire que dans l'éducation nationale nous arrivons aujourd'hui, avec la LOLF, à une sorte de caricature de ce mode de fonctionnement. La LOLF, c'est en principe une loi adoptée à l'unanimité par l'Assemblée Nationale, qui est censée créer la transparence sur les dépenses publiques. A ce titre elle n'est pas attaquable, mais quel est l'enjeu de la LOLF, ce sont les indicateurs d'évaluation. Un exemple tout simple dans ma propre université, dans mon propre département : en master, les crédits nous sont affectés maintenant en fonction du taux de réussite sur le nombre d'années d'inscription. C'est à dire que nous avons des crédits au prorata des étudiants qui passent les deux ans d'un master en deux ans. Alors que font les collègues? Ils écartent systématiquement les étudiants qui ont une activité salariale à côté et qui donc ne peuvent pas avoir leur master en deux ans. Autrement dit ils anticipent en quelque sorte le fait que ne pas être étudiant à plein temps est un handicap, et qu'il ne faut donc pas les prendre parce qu'ils vont faire baisser les statistiques des réussites de master, et que cette baisse des statistiques va se concrétiser par une baisse du niveau des subventions. Je me suis battu dans ma propre université pour tenter de faire modifier cet indicateur, et pour tenter de dire que c'est justement le nombre de salariés inscrits qui doit être pris en compte comme indicateur de réussite, parce que c'est autant de gens qui irriguent le tissu social et qui modifient leurs pratiques professionnelles, qui intègrent des choses nouvelles, c'est autant de richesse humaine produite par l'université. Chez nous il a été impossible de faire modifier, parce qu'on ne peut pas prendre en compte aujourd'hui, dans la logique interne de la LOLF et du pilotage par les résultats, ce type d'indicateurs. Et s'il y a un choix, s'il y a un domaine plus exactement où l'on peut faire levier aujourd'hui et où il y a une mobilisation absolument essentielle des citoyens et des acteurs qui est absolument déterminante, c'est dans le choix des indicateurs d'évaluation. Je disais tout à l'heure qu'on n'arrêtera pas l'évaluation, je pense que l'évaluation est quelque chose qui pour des raisons de conjoncture... bon, on l'arrêtera peut-être, mais sur une temporalité assez longue. En revanche, on peut peser, et beaucoup plus qu'on ne le croit, sur le choix des indicateurs : on peut arrêter de se laisser fixer des indicateurs d'évaluation par des technocrates indépendamment des finalités et des objectifs qu'on se donne. Par exemple, pour reprendre ce que disait Bernard Stiegler sur les plateformes de savoir partagé, les logiciels libres etc., on peut parfaitement se donner des indicateurs d'évaluation qui tranchent avec la rentabilité sous la forme des profits immédiats à court terme d'un certain nombre de boîtes, et se donner des indicateurs d'évaluation pour conditionner les aides publiques à un certain nombre de critères qui participent de ce qu'il a indiqué. Aujourd'hui on n'a pas de conditionnalité des aides publiques sur des critères qui seraient précisément ceux du partage et du refus de la prolétarianisation.

Sur l'école, je suis d'accord sur la nécessité, évidemment, d'y faire entendre l'importance d'un certain type d'outils et de travailler sur ces outils avec ses élèves. Alors je me permets de souligner que -vous aviez évoqué Wikipédia, et un certain nombre de choses - , je pense que les enseignants qui disent « on boycotte, on fait sans, on ne s'en occupe

pas », sont complètement à côté de la plaque : on *ne peut pas* faire sans et ne pas s'en occuper ; Wikipédia, de toute façon ils -les élèves - iront dessus, et il vaut peut être mieux qu'ils aillent sur Wikipédia que sur d'autres, ce n'est peut être pas si mal que ça, Wikipédia, s'ils ne regardent pas simplement l'article mais s'ils sont capables d'aller chercher les corrections qui ont été faites, le taux de fiabilité...

B.S. : toute la question est là...

P.M. : ... et la question est là, oui, la question est que s'ils utilisent Wikipédia on leur apprenne à regarder comment est fait Wikipédia, quel est l'indice de fiabilité des articles, c'est à dire que cet auto-contrôle des citoyens se développe de la même manière.

J.G. : ... ces critères permettant de juger, enfin permettant un usage éclairé de Wikipédia, est-ce qu'il y a d'autres critères que ceux de la lecture, de la culture classique lettrée, pour pouvoir forger ce genre d'outils? Parce que là on retrouverait des débats du début de la journée : est-ce que ce n'est pas « l'archi-condition », comme le disait D. Kambouchner, d'une culture lettrée qui permettrait cet usage éclairé ?

P.M. : .... oui... je pense que Denis Kambouchner interviendra là-dessus. Moi je pense que la culture lettrée est une nécessité dans tous les domaines et pas seulement dans celui là. C'est une nécessité qui construit et qui participe de la construction de toute professionnalité. Et je rappelle : y compris les professionnalités techniques ; il ne faut tout de même pas oublier que la France a formé ses généraux d'armée avec des versions latines et des thèmes grecs, et que ça a marché, que les généraux d'armée n'étaient pas plus sots que d'autres, à un certain moment. Je ne vais pas reprendre la tirade de Rousseau sur « faites-en un homme d'abord », etc., mais quand même il y a quelque chose qui n'est pas faux dans l'affirmation qu'une culture lettrée au sens où on l'a évoqué ce matin, permet à toute personne une posture lucide, critique et interactive, par rapport à l'ensemble des situations dans lesquelles elle se trouve. Sur Google etc., je n'ai pas à ajouter grand chose par rapport ce qui a été dit, juste un mot quand même à partir de mon expérience universitaire aussi et qui rejoint de ce que disait Bernard Stiegler : l'université dans laquelle je travaille a beaucoup investi récemment sur l'achat de logiciels qui sont susceptibles de repérer les copié-collés dans les mémoires ; moi personnellement j'ai été contre, et farouchement contre je dois le dire, je trouve que pour le coup nous sommes dans une sorte de perversion du remède par rapport au système. Enfin, moi j'accompagne un certain nombre de mémoires et de thèses, si je les accompagne avec une suffisante proximité je n'ai aucune difficulté à observer les copié-collés.

### **B - 03 - Denis Kambouchner**

Beaucoup de choses ont été dites, je ne peux ré-intervenir que sur peu de problèmes : je voudrais dire d'abord mon accord complet avec ce que dit d'une part Bernard Stiegler et d'autre part Philippe Meirieu. On pourrait différer de sentiment par exemple sur ce qu'on peut attendre d'un programme scolaire et revenir sur des épisodes récents. Mais



actuellement je crois que nous sommes très fondamentalement d'accord sur les principales difficultés, les principaux problèmes, les principaux dangers.

D'une part il y a l'ambiguïté de « l'économie de la connaissance » en effet. Je ne puis pas manquer d'être comme tout le monde extrêmement frappé par l'offre, je ne dis pas simplement d'information, extraordinaire, par le numérique et aussi par les capacités spécifiques que cette offre permet aux jeunes gens de développer ou dont ils font preuve à cet égard. Je dirais que ce n'est pas simplement une offre d'information, que c'est une offre de culture, je dirais par exemple que pour ma part j'achète actuellement de la musique sur internet, et les sites spécialisés sont extraordinairement bien faits. C'est à dire qu'on a des arborescences en matière de choix culturels qui sont très sophistiquées, et qui permettent d'avoir accès à de très belles choses qu'on n'aurait pas découvertes autrement dans les conditions actuelles de la socialisation de la chose, et notamment compte tenu de la quasi disparition des conseils d'experts de proximité en la matière. Je trouve qu'il n'y a pas à mépriser cela et qu'au contraire il y a des ressources considérables, y compris sur le plan proprement culturel au sens fort, à l'exploitation desquelles on doit naturellement songer. Le problème est toujours, par rapport à cette offre, celui de la sélection, celui de l'usage, celui du jugement par rapport à ce qui est offert. C'est là qu'on rencontre ce que je crois vous avez souligné l'un et l'autre, à savoir qu'il y a un effort du système pour corriger, un effort de remédiation aux systèmes dont il s'agit, mais que cet effort ne peut aboutir que partiellement, sur quelque plan qu'on pose les choses. C'est à dire qu'il doit y avoir une structuration de la relation à l'outil et de la relation à la matière offerte, qui ne peut pas être produite par le système lui-même. Et sans doute le « commerce » des hommes - au sens montaignien -, le commerce inter-générationnel tel qu'il a lieu au sein de la famille, pour ce qu'il en reste des sociétés partielles, et des classes, reste absolument essentiel pour la mise en place d'un usage réfléchi à cet égard. C'est un point qui évidemment nous reconduit à l'une des questions de ce matin : qu'est-ce qui doit être installé pour qu'on puisse parler d'une maîtrise, au moins partielle, des dispositifs dont il s'agit ? Et là effectivement on retombe sur le problème politique, qui peut être abordé à propos de la culture de l'évaluation, des comparaisons PISA, etc., et aussi des politiques préconisées, qui sont toujours tendanciellement des politiques de remédiation individuelle aux difficultés rencontrées. Un point qui me semble dans ce domaine là à souligner, est qu'effectivement on peut dire pourquoi, en matière mathématique, la Finlande a des bons résultats, la Corée du sud aussi, bien que ce soient des systèmes très différents : c'est qu'à chaque fois, tout de même, il y a un très fort consensus, peut-être pas dans l'ensemble de la société (enfin, en Finlande oui parce que c'est une société essentiellement consensuelle, de dimension relativement limitée, avec une forte culture protestante - le président de la république est le chef de l'église luthérienne... -, relativement homogène dans sa composition) ; et puis en Corée il y a ce que nous connaissons du Sud-est asiatique, de l'Asie et des pays d'Extrême-Orient, c'est à dire la pression considérable dans l'acquisition de la connaissance et cette espèce d'enjeu vital que représente l'apprendre. Et par rapport à ces conditions, qui chacune dans leur genre garantissent un investissement maximal dans les dispositifs offerts, nous sommes dans une position beaucoup plus incertaine, avec je crois ce qu'il faut considérer comme un problème national historique en matière de relation au savoir, qui se superpose à une réalité sociale extrêmement clivée. Et pour cela il est évident qu'il n'y a pas en France une société des apprenants, tous de bonne volonté quoique rencontrant certains obstacles qui pourraient être surmontés, soit le mode

d'une discipline de fer, soit sur un mode de conseil avec la dimension paternaliste de la chose. Nous sommes dans une... je ne sais pas si l'on pourrait encore parler d'une « guerre civile » (*sous-rire*), mais les conflits français autour de l'institution scolaire perdurent, et ils exigent de nous une réflexion persévérante, qui a je crois sa dimension philosophique parce que c'est précisément dans ces situations, non seulement de clivage social avec toutes les difficultés que cela pose (les problèmes de banlieues etc.), mais de conflits autour de ce qu'on attend de l'institution scolaire, que le cadre intellectuel dans lequel notamment les nouvelles technologies peuvent trouver leur usage optimal peut être constitué.